

IL VAUT MIEUX ETRE PRESIDENT D'UN CLUB DE FOOT DE LIGUE 1 QUE MAIRE DUNE VILLE DE BANLIEUE.

Le foot professionnel français est en ébullition : les patrons sont vent debout contre l'application de la taxe à 75% sur les revenus dépassant un million d'euros. Ils brandissent même la menace d'une grève. Cette attitude est profondément scandaleuse et immorale dans une période où des millions de nos concitoyens ont du mal à joindre les deux bouts et en souffrent profondément.

Mais le scandale ne s'arrête pas là. Comment comprendre que le Président de la République reçoive ces présidents « frondeurs » ?

Je suis d'autant plus amer et en colère que ce même Président de la République n'a toujours pas daigné répondre à la lettre que je lui ai adressée le 22 août dernier.

Je constate qu'à ses yeux, les habitants des villes populaires ont moins d'importance que les représentants d'un sport-spectacle gangréné par l'argent.

Je terminai mon courrier par cette phrase : « il est grand temps d'ouvrir le chantier du vrai changement avec des actes concrets qui amélioreront la vie de nos concitoyens. N'attendez pas ou il sera trop tard ».

Deux mois plus tard, chacun peut constater que les élections partielles et les sondages traduisent un fort mécontentement, une montée de l'abstention et du vote Front National. A Allonnes, je mesure chaque jour combien les difficultés assaillent les familles et combien la Ville et les services municipaux deviennent le dernier recours pour un nombre toujours plus grand d'habitants.

Or, les déclarations récentes du ministre du budget, M. CAZENEUVE, sont inquiétantes. A l'issue du vote en 1^{ère} lecture du Budget de la Nation, à l'Assemblée nationale, il a justifié une baisse des dotations de 1,5 milliards d'euros pour les collectivités, en déclarant que « les communes n'ont pas, quant à elles, des dépenses sociales contraintes aussi fortes que les départements et elles ont plus de liberté de manœuvre de liberté de fixation des taux d'imposition »

En clair, le ministre invite les conseils municipaux à augmenter les impôts : les habitants apprécieront !

Pour ma part, comme maire communiste-Front de Gauche, je ne me résous pas à cette politique qui sacrifie la grande masse de notre peuple au profit des intérêts d'une caste de nantis, qu'ils soient patrons du CAC 40 ou milliardaires investis dans le football.

Oui, il est grand temps de répondre aux attentes de changement en appliquant une politique en rupture avec celles menées ces dernières décennies.

Il faut faire du neuf, s'attaquer à la loi de l'argent, redonner le pouvoir au peuple : c'est ainsi que nous reconstruirons l'espoir d'une gauche qui change la vie.

Allonnes, le 28 octobre 2013

Gilles LEPROUST,
Maire d'Allonnes,
Conseiller général,
1^{er} Vice-président de Le Mans Métropole.